



Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire Mercredi 8 juillet 2020

En raison de l'état d'urgence sanitaire, l'Association des journalistes de l'environnement a tenu en 2020 son assemblée générale ordinaire selon des modalités adaptées, afin de respecter les règles démocratiques sans mettre en danger la santé de ses adhérents.

Dans un premier temps, le rapport moral et le rapport financier de l'exercice 2019 ont été mis en ligne sur le site internet de l'AJE, dans un espace réservé aux adhérents. Tous les adhérents ont reçu le code permettant de s'y connecter, de télécharger ces documents, de poser des questions ou d'exprimer des opinions et des remarques sur un forum dédié, et de déposer leur candidature à la présidence et au bureau.

Cette mise en ligne a duré environ un mois. Aucune réaction ni question n'ont été déposées sur le forum, ni aucune candidature. En revanche, à l'occasion d'échanges avec le secrétaire de l'AJE Yannick Lagoyer, plusieurs adhérents ont exprimé leur satisfaction sur le travail de l'association tel qu'il ressort des rapports annuels qu'ils avaient téléchargés.

Compte tenu de l'expérience acquise durant les mois précédents en matière de webinaire, le bureau a décidé d'organiser une AG en visioconférence, le 8 juillet. Les adhérents ont été invités à participer ou à adresser un pouvoir.

La visioconférence a été ouverte le 8 juillet à 18 heures par Valéry Laramée de Tannenber, président sortant de l'AJE.

Ont pris part à tout ou partie des débats : Valéry Laramée de Tannenber ; Esther Amar ; René-Martin Simonnet ; Clara Delpas ; Anne-Corinne Zimmer ; Chaymaa Deb ; Matthieu Combe ; Aurélie Barbaux ; Jean-Luc Fessard ; Arnaud Garrigues ; Danielle Nocher ; Ivan Logvenoff ; Olivier Descamps ; Claire Nioncel ; Christian Guyard ; Laurence Madoui ; Loïc Chauveau ; Antoine Bonfils ; Noriko Hanyu ; Houmi Mikidache ; Joël Spaes ; Aline Robert ; Géraldine Meignan

Avaient donné pouvoir : Dominique Martin-Ferrari ; Hélène Bouillon-Duparc ; Yves Guittat ; Silvia Celi-Borges ; Camille Saisset ; Cécile Couturier ; Sandy Dauphin

Le rapport moral et le rapport financier ont été successivement présentés et adoptés à l'unanimité des adhérents présents ou représentés.

Elections :

Valéry Laramée de Tannenber, seul candidat à sa succession, **a été réélu président** par acclamations.

Les membres du bureau sortants ont été réélus, à l'exception de Marc Cherki qui ne se représentait pas. Le bureau a été complété par l'arrivée d'Aurélie Barbaux et de Danielle Nocher.

Le bureau ainsi constitué se compose de :

Vice-présidente : Esther Amar ; **Trésorier :** Antoine de Ravignan ;

Membres du bureau : Aurélie Barbaux ; Matthieu Combe ; Chaymaa Deb ; Clara Delpas ; Dominique Martin-Ferrari ; Danielle Nocher ; René-Martin Simonnet ; Anne-Corinne Zimmer.

Le président
Valéry Laramée de Tannenber

La vice-présidente
Esther Amar

Un débat s'engage ensuite sur les activités futures de l'association. Pour commencer, l'assemblée générale prend connaissance des suggestions de Dominique Martin-Ferrari, qui n'a pas pu participer à la réunion :

- le projet d'adaptation de la côte occitane, avec sans doute un retour sur les projets fous d'habitats marins ;
- une rencontre sur l'outre-mer, les politiques de façade et les aires marines protégées ;
- une rencontre avec le ministre des outre-mer ;
- une rencontre sur le corail ;
- une rencontre sur le bien commun ;
- un voyage en Guadeloupe sur les énergies, la biodiversité, le littoral, la montée des eaux et le parc naturel régional.

Anne-Corinne Zimmer :

Il est devenu très difficile pour un journaliste de transformer les données brutes en informations dans le domaine de l'environnement

Clara Delpas :

Dans les organismes qui produisent ou collectent ces données, les journalistes trouvent de moins en moins d'interlocuteurs pour leur interpréter ces données.

Nous avons envisagé une rencontre sur ce sujet. Il y a des chercheurs, comme Tristan Berger, qui vient de faire une thèse en droit environnemental autour de cette problématique d'accès aux sources. Et Philippe Hubert de l'Ineris, qui a eu des difficultés avec l'incendie de Lubrizol. L'OFB a aussi ce problème. Cette rencontre pourrait être précédée d'un sondage des adhérents de l'AJE pour savoir s'ils ont eu des difficultés à accéder aux données ou à les interpréter, et savoir s'ils ont besoin d'une formation en datamining.

René-Martin Simonnet :

C'est une réflexion en cours : comment mettre sur pied pour nos adhérents quelque chose qui les aiderait à maîtriser le datajournalisme en matière d'environnement. Cela va devenir de plus en plus important pour notre métier, et ce n'est pas évident. Il y a une personne intéressante pour ça : Caroline Kim, journaliste spécialisée en environnement, qui a suivi une formation assez poussée en datajournalisme. Je l'ai contactée et elle serait prête à mettre sa double expertise au service de l'AJE, par une formation, un manuel ou d'autres outils, pour que les adhérents maîtrisent mieux le datajournalisme. Cela semble faire partie de notre métier de demain.

Olivier Descamps :

La grande spécialiste, c'est plutôt Anna Lutsky.

René-Martin Simonnet :

Je ne sais pas si elle sera libre, tandis que Caroline Kim l'est.

Anne-Corinne Zimmer :

Le datajournalisme travaille sur des données disponibles. Mon problème est plutôt l'accès aux données. Par exemple, sur le site de l'Ifremer, on ne trouve plus les données sur la pollution des eaux marines.

Clara Delpas :

Maintenant, il y a la base Naiade. Mais tout est en open data, automatique et direct, sans scientifique qui les compile. Le problème n'est donc plus d'y accéder mais de les traiter.

Danielle Nocher :

N'avez-vous pas des personnes qui puissent faire ce travail dans les organismes scientifiques ?

Clara Delpas :

On trouve en effet des interlocuteurs très gentils et efficaces dans certains organismes, qui réalisent les extractions pour les journalistes et qui leur donnent même les commentaires, à condition de ne pas être cités. Mais ce n'est pas officiel et on n'en trouve pas dans tous les organismes. Ce serait bien de savoir repérer les données dont on a besoin, de savoir faire soi-même une extraction dans un tableau de données.

Danielle Nocher :

L'open data est peut-être une façon de reconstituer une barrière autour des sujets sensibles, en noyant dans la masse les données problématiques.

René-Martin Simonnet :

Quels seraient les besoins des adhérents en matière de datajournalisme ? Ou dans d'autres domaines ? En quoi l'AJE peut-elle vous aider ?

Antoine Bonfils :

En tant que photographe, j'attends avec impatience la reprise des activités. Un sujet important à la sortie de cette crise sera les libertés fondamentales : il y aura peut-être des propositions à faire à ce sujet.

Christian Guyard :

Un sujet m'inquiète : l'artificialisation des sols. Pourrait-on évoquer ce sujet avec une association de journalistes qui s'occupent des collectivités locales, pour voir comment cela évolue dans les régions ? On te parle de trame verte et bleue, et tu t'aperçois d'un coup que quelque chose est venu barrer le corridor écologique.

Laurence Madoui :

Cela concerne surtout les agriculteurs, donc il serait intéressant de se rapprocher de l'AFJA.

Joël Spaes :

J'ai de grands doutes sur le datajournalisme : oui, dans l'environnement, les journalistes trouvent de moins en moins d'interlocuteurs disposés à mettre en forme et à interpréter les données brutes pour eux ; il faut les connaître personnellement. Mais je ne vais pas suivre une formation pour exploiter ces données moi-même.

De même, dans l'énergie, ce qui est intéressant, ce serait de savoir lire les comptes annuels d'une entreprise, le rapport remis à l'Autorité des marchés financiers. Mais je ne vais pas pour autant suivre un master en comptabilité pour y parvenir.

René-Martin Simonnet :

Mais si l'AJE trouve quelqu'un qui le fait pour nous, de façon sur mesure, cela ne peut-il pas être intéressant ?

Joël Spaes :

Oui.

Aurélie Barbaux :

Je travaille à *L'Usine nouvelle* : les journalistes peuvent bénéficier d'une formation de deux ou trois jours pour apprendre à lire les comptes des entreprises. Je ne sais pas combien ça coûte. C'est un peu ardu mais très intéressant.

J'ai également commencé à suivre un MOOC sur le datajournalisme : c'est quelque chose de très technique, un métier à part entière qui nécessite beaucoup de temps. C'est passionnant mais on ne fait plus que ça. Décrypter et analyser des données, c'est long et compliqué.

Olivier Descamps :

Je suis un peu comme Joël Spaes : on ne peut pas s'investir dans tout. J'aimerais savoir plein de choses sur les données, mais je ne suis pas très motivé pour me former. Mais s'il y a un nombre important d'adhérents qui veulent se former, je pense que nous sommes nombreux à avoir des heures sur nos comptes de formation que nous n'utilisons pas. Peut-être que s'il y a une demande, l'AJE peut se mettre en relation avec le CPJ ou une autre école qui propose déjà des formations en datajournalisme, en demandant qu'il y en ait une qui soit un peu plus tournée vers l'environnement, et qu'il serait possible de faire grâce aux comptes formation des uns et des autres.

Une autre remarque : pendant le confinement, l'AJE a organisé des webinaires : pour un journaliste de province comme moi, c'est bien intéressant, parce qu'ainsi je peux avoir accès à des infos auxquelles je n'ai pas accès d'habitude. Il serait bon de maintenir un minimum ces conférences web, puisque les outils fonctionnent.

Et en profiter aussi pour faire des conférences avec l'outre-mer : il y a deux ou trois ans, on avait parlé d'une conférence avec le directeur de l'Ademe de la Guadeloupe, et cela avait été finalement trop compliqué à organiser. En webconférence, ce serait faisable.

Esther Amar, vice-présidente de l'AJE :

Cela avait été envisagé pour la rencontre sur les zoonoses, mais les contraintes horaires étaient excessives pour certains orateurs. En revanche, si l'on se limite à une zone géographique, comme les Antilles, il est possible de mieux caler les horaires. C'est envisagé aussi pour d'autres sujets, comme l'Institut Pasteur de Guyane, concernant le Covid-19.

Arnaud Garrigues :

J'ai suivi des formations en datajournalisme. Si tu ne l'appliques pas rapidement, tu oublies, parce que c'est assez technique, il faut être expert dans la manipulation d'Excel et des outils de datavisualisation. Dans notre rédaction, à *La Gazette des communes*, nous avons un spécialiste, un datajournaliste, et les autres travaillent avec lui en tandem. C'est pertinent d'avoir quelqu'un qui est à la fois spécialiste du traitement des données et d'un domaine précis, en l'occurrence l'environnement. J'ai suivi des formations avec Pierre Lebovici, par groupes de quatre ou cinq journalistes.

René-Martin Simonnet :

On pourrait envisager une prestation de ce genre avec Caroline Kim ou une autre personne : un adhérent de l'AJE qui aurait un problème particulier se tournerait vers cette personne qui lui ferait un défrichage du sujet.

Arnaud Garrigues :

Je trouverais aussi intéressant de développer plus largement la visioconférence pour les activités de l'AJE.

Yannick Lagoyer, secrétaire de l'AJE :

Cela permet d'enregistrer nos visioconférences et de les mettre en ligne sur le site de l'AJE.

Noriko Hanyu :

Je m'intéresse plutôt à la question de l'artificialisation des sols.

Anne-Corinne Zimmer :

Il faudrait creuser le lien entre ce sujet et l'alimentation.

Esther Amar, vice-présidente de l'AJE :

Je travaille sur un autre sujet avec Jean-Luc : un éléphant est tué toutes les 26 minutes en Afrique. C'est parce que l'Europe n'a toujours pas fermé ses frontières à l'ivoire. Donc nous réfléchissons à une rencontre sur cette question. Nous envisageons quelqu'un d'Interpol, Yann Wehring, un responsable syndical professionnel du domaine de l'art, et quelqu'un du MNHN.

Valéry Laramée de Tannenberg, président de l'AJE :

Deux séminaires sont en préparation au second semestre : l'un sur la taxe, l'autre sur la décarbonatation du transport aérien (qui se tiendra en présentiel).

Également une rencontre avec le vice-président de la Commission Frans Timmermans : c'est lui qui gère à la fois une partie du pacte vert, une partie de la PAC, une partie de la politique énergétique communautaire, et il est parfaitement francophone.

Peu de projets de déplacement sont en prévision : celui à Marseille pour le congrès de l'UICN et celui à Glasgow pour la COP 26 climat.

Il y a une initiative commune avec les JNE et l'AJDE, pour le suivi de la pétition des journalistes à propos de l'agroalimentaire breton : sonder les membres des trois associations pour voir s'ils ont rencontré ce genre de blocage dans leur activité, pour les caractériser, les dénoncer et tenter de les réduire.

Concernant les données, l'AJE peut aussi produire ses propres études. Nous avons sans doute des compétences internes. Nous pouvons travailler avec Caroline Kim moyennant finances, etc. C'est aussi une manière de faire avancer le débat, de faire parler de l'association et de produire de la bonne information pour nos membres et les autres journalistes.

René-Martin Simonnet :

Et il y aura aussi la partie festive de l'AG qui sera organisée après la rentrée.

Valéry Laramée de Tannenberg, président de l'AJE :

Il faudra sans doute trouver un nouveau lieu, car il est peu probable que nous puissions profiter à nouveau des salles de la mairie du 11^e arrondissement de Paris.

Le débat ainsi conclu, et personne ne demandant plus la parole, le président a clôturé l'assemblée générale ordinaire à 19 h 30.